



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

AP n° 2021-APC-24-IC

**Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires
au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
relatif à la modification de phasage
de la carrière exploitée par la Société SUEZ RV NORD EST
sur le territoire de la commune de Margerie-Hancourt**

**Le Préfet du département de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre National du Mérite**

Vu :

- le code de l'environnement ;
- le code minier ;
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles L. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) approuvé le 20 novembre 2009 ;
- le schéma départemental des carrières de la Marne approuvé par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2014 ;
- l'arrêté préfectoral n° 2017-AU-005-CARR du 30 juin 2017 autorisant la société SUEZ RV Nord Est à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argile sur le territoire de la commune de Margerie-Hancourt ;
- l'arrêté préfectoral SRA 2018/C12 en date du 3 avril 2018 prescrivant la réalisation de fouilles archéologiques sur 32 000 m² ;
- la demande de modification du phasage d'exploitation en date du 20 octobre 2020 présentée par la société SUEZ RV Nord Est, dont le siège social est situé Zone de l'Espace Européen de l'Entreprise – 17 Rue de Copenhague à SCHILTIGHEIM (67 300) ;
- le projet de prescriptions complémentaires transmis au pétitionnaire pour avis le 12 janvier 2021 ;
- les observations du pétitionnaire recueillies en date du 18 janvier 2021 ;
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 février 2021.

Considérant :

- que les demandes relatives à la modification du phasage n'est pas substantielle au vu des faibles enjeux et des impacts négligeables ;
- que les dangers ou inconvénients que présentent les installations doivent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral.

Sur proposition de Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne.

ARRETE

ARTICLE 1 – Autorisation d'exploiter

Les conditions d'exploitation de la carrière de la Société SUEZ RV Nord Est, située sur le territoire de la commune de Margerie-Hancourt, autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2017-AU-005-CARR du 30 juin 2017, sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Phasage

Les prescriptions du premier alinéa de l'article 18 de l'arrêté préfectoral 2017-AU-005-CARR du 30 juin 2017 sont modifiées comme suit :

Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe I du présent arrêté doit être scrupuleusement respecté.

ARTICLE 3 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 – Exécution

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information à Monsieur le Directeur régional des affaires culturelles et Monsieur le Chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ainsi qu'au Maire de la commune de Margerie-Hancourt qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le Directeur de la Société SUEZ RV Nord Est, dont le siège social est situé Zone de l'Espace Européen de l'Entreprise – 17 Rue de Copenhague à SCHILTIGHEIM (67 300)

Le Maire de la commune de Margerie-Hancourt procédera à l'affichage en mairie du présent arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Châlons-en-Champagne le, **17 FEV. 2021**

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,**



Denis GAUDIN

Délais et voies de recours :

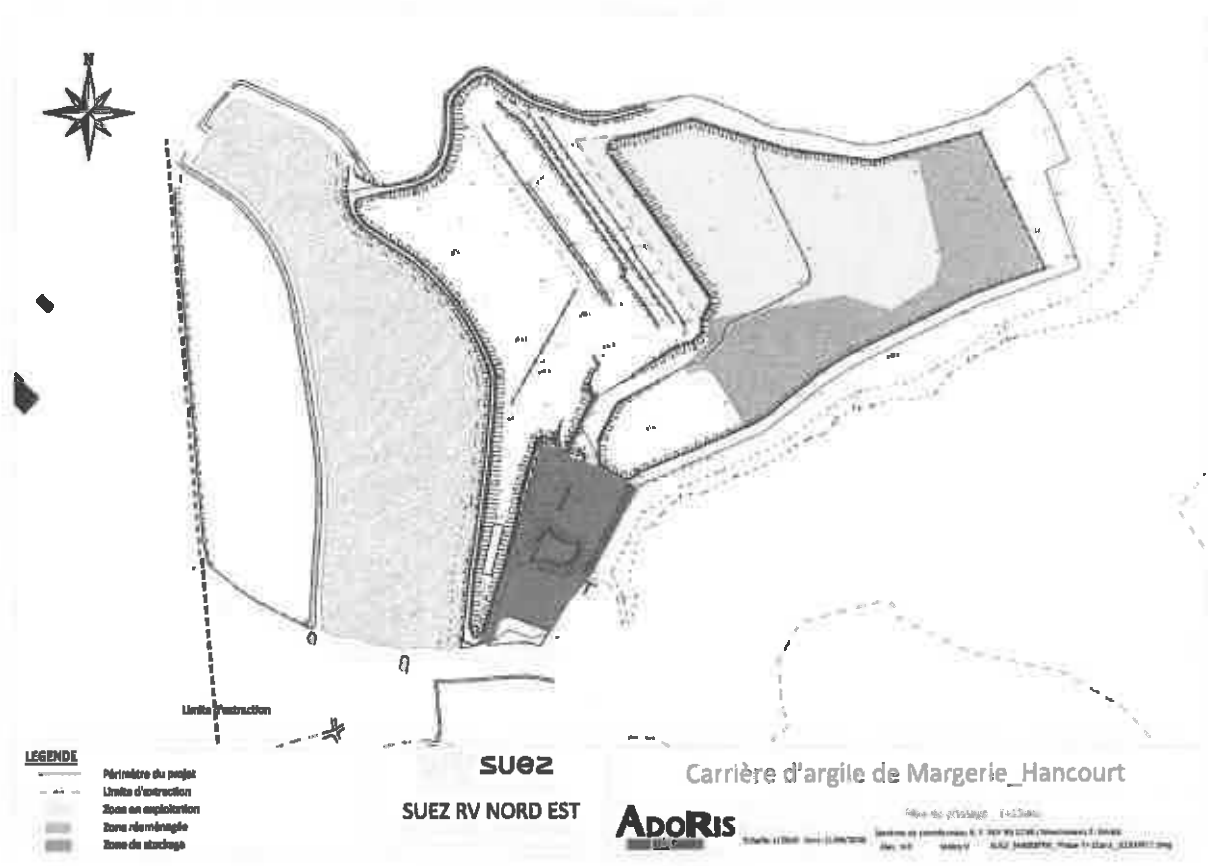
En application de l'article R 181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr).

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

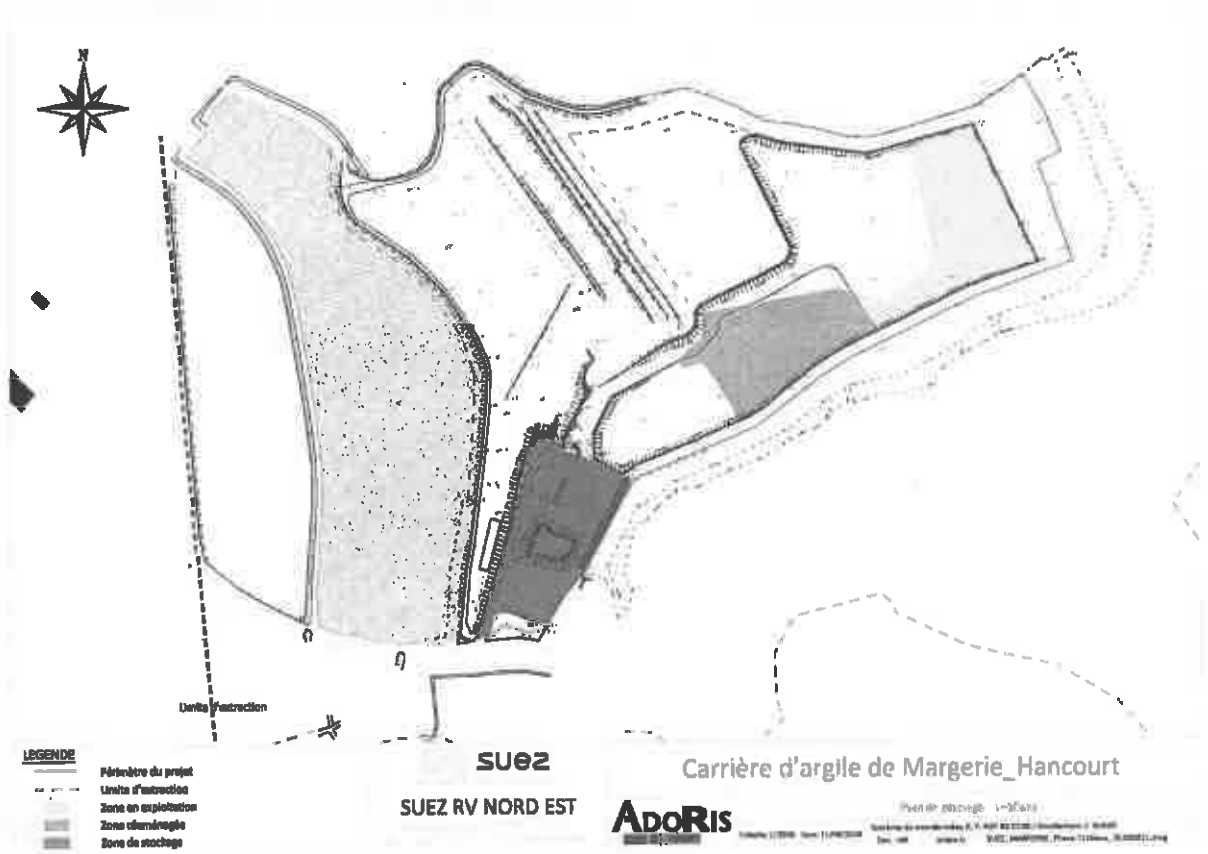
2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

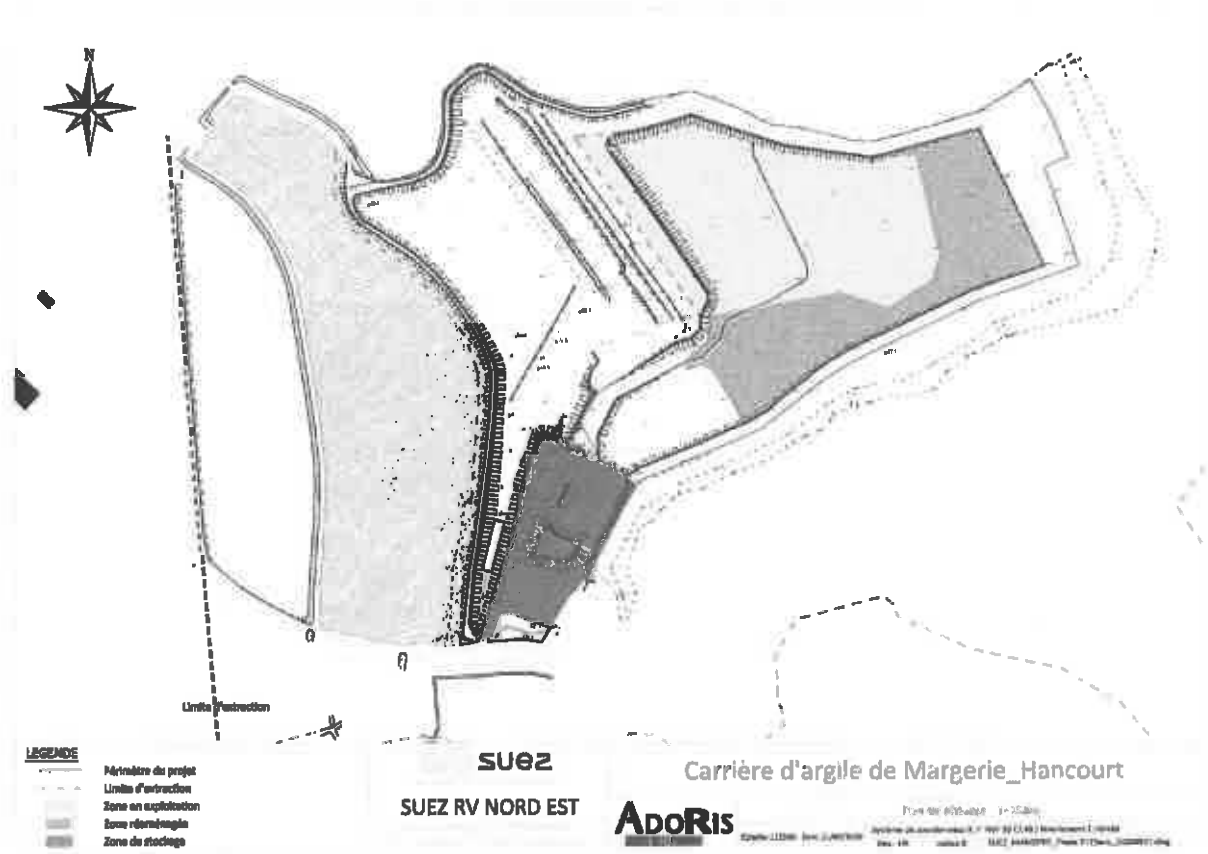
Annexe I : Phasage modifié



Phase T0 + 5 ans



Phase T0 + 10 ans



Phase T0 + 15 ans

